



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 29 JUIN 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt neuf juin , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BONIZ Jean-Jacques, BRIANT Hervé, COJEAN Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, GODET Nathalie, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

FLOCH Jean-Bernard

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
LE TYRANT Jean-Claude (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à ANDRÉ Robert)
CORNILY Karine (pouvoir à MORVAN Henri)
CORRE Michel (pouvoir à BESCOND Yvon)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie-Claude)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
MOULLEC Yvan (pouvoir à TANGUY Anne)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane, CANN Joël, LE GUEN Jean-René

Conseil de Communauté du 29 juin 2018
Délibération n° DCC2018_018

Objet	Création d'emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ou afin de remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels absents
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Conformément à l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au conseil de Communauté de créer des emplois non permanents liés à des accroissements temporaires d'activités et des accroissements saisonniers d'activités.

Conformément à l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au conseil de Communauté d'autoriser le président à recruter du personnel pour remplacer les fonctionnaires et agents contractuels momentanément indisponibles.

1/ Recrutement d'agents contractuels de droit public pour accroissement temporaire d'activité

Les besoins de service peuvent amener à créer des emplois non permanents et à recruter directement des agents contractuels pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services suivants :

- systèmes d'information (1 poste)
- CLIC (1 poste)
- Urbanisme (1 poste)

Ces agents contractuels assureront les fonctions de :

- Technicien informatique (systèmes d'information), emploi relevant de la catégorie B, à temps complet,
- Chargé de mission (CLIC), emploi relevant de la catégorie C, à temps complet
- Chargé de mission PLUi (Urbanisme), emploi relevant de la catégorie B, à temps complet

Les contrats sont conclus pour une durée maximum de 12 mois renouvelable compris sur une période de 18 mois consécutifs.

2/ Recrutement d'agents contractuels de droit public pour accroissement saisonnier d'activité

Les besoins de service peuvent amener à créer des emplois non permanents et à recruter directement des agents contractuels pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité

Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de renforcer le service Tourisme pour assurer les missions d'accueil touristique pour la période du 1er juin au 31 octobre 2018, il est proposé de créer 5 postes. Ces agents contractuels assureront des fonctions d'agent d'accueil touristique (tourisme), emploi relevant de la catégorie C, à temps

complet. Les contrats sont conclus pour une durée maximum de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

Dans la mesure où l'emploi non permanent créé dans le cadre d'accroissement temporaire ou accroissement saisonnier d'activité est l'équivalent d'un emploi permanent existant, le traitement sera limité à l'indice terminal du grade le plus élevé afférent à l'emploi.

3/ recrutement d'agents contractuels de droit public pour remplacer des agents momentanément indisponibles

Les besoins de service peuvent amener à recruter directement des agents contractuels en remplacement d'agents momentanément indisponibles.

Dans la mesure où l'emploi non permanent permet de faire face au besoin pour remplacer des agents momentanément indisponibles, le traitement sera en fonction du niveau de recrutement, de la nature des fonctions concernées, de l'expérience professionnelle antérieure des futurs remplaçants et de leur profil. Le traitement sera limité à l'indice terminal du grade correspondant à l'emploi concerné par le remplacement.

Il est rappelé qu'en cas de recrutement infructueux, il sera possible de faire appel au service intérim du Centre De Gestion du Finistère conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 19 juin 2018
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 juin 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique :

Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 03/07/2018
Qualité :
PRESIDENT

